



Etude exploratoire de marché pour la préparation du
programme « Action Positive de Financement en
Faveur des Femmes Africaines » (AFAWA) de la BAD

Résumé exécutif

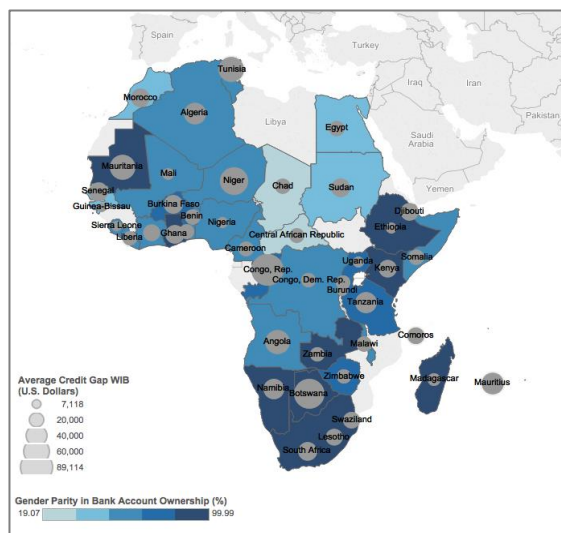


Résumé exécutif

L'égalité entre les sexes est un facteur clé du développement socio-économique et un des thèmes transversaux de la Stratégie de la BAD pour les 10 prochaines années, l'Agenda « High-5 », la Politique et stratégie de développement du secteur financier, la Stratégie du secteur privé et la Stratégie de gouvernance. Les femmes entrepreneurs africaines font face à un accès au financement plus difficile que pour les hommes. Ces obstacles affectent largement leur capacité à tirer parti des possibilités économiques et d'accès aux ressources qui peuvent les aider à démarrer, exploiter et faire croître leur entreprise. Alors que le nombre de femmes entrant dans la catégorie de population active en Afrique a considérablement augmenté au cours de la dernière décennie, les femmes sont principalement engagées dans le secteur informel, gèrent des petites et micro entreprises et exercent des activités à faible revenu. La majeure partie des entreprises appartenant aux femmes se trouve dans les zones rurales où les possibilités d'expansion commerciale sont restreintes.

Cette étude reflète les résultats d'une étude exploratoire de marché commanditée par la BAD pour guider la conception de la Action Positive de Financement en Faveur des Femmes Africaines (AFAWA), en particulier pour évaluer l'accès au monde de la finance des femmes entrepreneurs dans les 54 économies africaines, étayée par six évaluations nationales approfondies, menées au Cameroun, au Kenya, au Mali, au Maroc, au Nigeria et en Zambie. Les femmes entrepreneurs ainsi que des associations de femmes d'affaires

ont été interrogées dans chacun des six pays pour comprendre leurs opportunités et les défis en matière d'accès au financement et de croissance de l'entreprise du point de vue de la demande. De même, les banques et les institutions financières non bancaires ont été interrogées pour déterminer les contraintes liées à l'offre de financement pour les entreprises des femmes. En outre, une analyse des écarts de financement et la cartographie des banques ont été effectuées pour obtenir une vue d'ensemble du monde de la finance selon le genre dans toutes les régions d'Afrique.



Source: IFC Enterprise Finance Gap Database (2016)

Les résultats révèlent que le contexte de l'accès au financement en Afrique reste limité pour les femmes. Il existe des différences importantes entre les pays. Les régions d'Afrique orientale et australe sont en tête en termes d'inclusion financière et d'environnement économique. Le Nord se caractérise par des niveaux plus élevés de



développement financier. Cependant, l'analyse des statistiques d'inclusion financière par genre suggère que les femmes sont davantage susceptibles d'être exclues du secteur financier en Afrique du Nord que dans toute autre région de l'Afrique. La région Afrique centrale est à la traîne du reste du continent concernant les indicateurs couvrant à la fois le développement du secteur financier, l'accès des femmes aux services financiers et l'adéquation de l'environnement des affaires.

Les exigences en termes de garantie et les taux d'intérêt élevés ont été identifiés comme entraves à l'accès au financement des femmes dans l'étude de cas des six pays.

Comme les femmes sont victimes de discriminations pour accéder aux ressources et biens personnels, elles possèdent moins de biens contrairement aux hommes. D'autre part, les banques considèrent les entreprises des femmes comme généralement plus risquées en raison de leurs faibles actifs et de leur taille restreinte. En outre, le manque de connaissances des banques quant aux activités des femmes se traduit par une augmentation des garanties et une hausse des taux d'intérêt. Au Kenya, par exemple, les exigences de garanties sont considérées comme le principal facteur entravant l'accès des femmes au financement, ainsi que les taux d'intérêt trop élevés, avec pour conséquence des faibles marges bénéficiaires. Les femmes entrepreneurs au Kenya manquent de confiance à l'égard des institutions formelles pour faire un emprunt.

Le faible niveau d'éducation financière des femmes limite leur connaissance de la disponibilité de fonds et des produits financiers dont elles auraient pu profiter autrement.

Le niveau de scolarité des femmes et leur éducation financière sont généralement inférieurs à ceux des hommes ; en conséquence, elles n'ont pas connaissance des produits financiers ou des fonds de développement disponibles qui pourraient mieux les servir. Dans un pays comme le Kenya, avec un système financier solide et où de nombreux programmes spécifiques aux femmes sont disponibles, les femmes entrepreneurs font toujours face à de nombreux défis pour accéder aux fonds. En outre, l'accès limité des femmes aux informations sur les marchés nationaux et internationaux, la réglementation du marché et les normes socio-culturelles entravent davantage leur compétitivité et la croissance des entreprises.

Un certain nombre de banques offrent des produits personnalisés pour les femmes d'affaires, mais les études de cas suggèrent que cela ne représente pas en général une part importante de leur portefeuille.

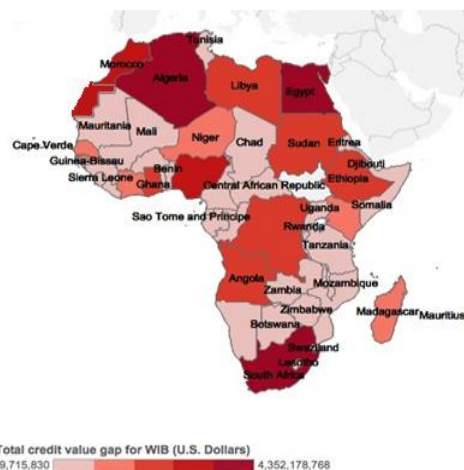
Même si les banques sont impliquées dans le financement des femmes, elles traitent généralement avec des femmes à la tête de grandes entreprises et ont pour l'essentiel des clients corporatifs. Certaines banques dans les pays objet de l'étude ont indiqué avoir des taux de prêts non performants plus élevés pour les femmes que pour les hommes, ce qui les rend sceptiques à l'égard du comportement financier de leurs clientes et nécessite des garanties plus strictes en guise de sécurité sur les prêts octroyés aux femmes. Les institutions de micro finance, sociétés de crédit-bail, fonds de garantie et autres institutions non financières ont révélé avoir une



part importante de femmes dans leur portefeuille. Ces institutions se concentrent sur les PME et disposent des connaissances nécessaires des prêts destinés aux PME, à l'inverse des grandes banques commerciales.

Divers gouvernements et décideurs politiques nationaux ont adopté des programmes pour une plus grande inclusion financière des femmes entrepreneurs, mais les programmes existants de financement en fonction du genre sont généralement limités ou encore au stade préliminaire. Par exemple, les décideurs politiques du Nigeria ont pris des mesures spécifiques en vue d'accroître l'accessibilité des services financiers pour les femmes entrepreneurs. De même, en Zambie, l'autonomisation des femmes et l'inclusion financière sont de plus en plus intégrées aux programmes gouvernementaux. Une décision avait été prise pour créer la Banque des femmes, mais l'institution doit encore élaborer son modèle d'affaires spécifique et l'approche à une viabilité financière.

Le déficit de financement total pour les femmes en Afrique est estimé à 42 milliards de dollars. Le déficit de financement pour les femmes dans l'agriculture est estimé à 15,6 milliards de dollars. Le déficit de crédit le plus élevé a été constaté dans les régions centrales et du nord, suivies de l'Afrique australe, occidentale et enfin de l'Afrique de l'Est. L'Afrique centrale et du Nord représentent à elles seules plus de la moitié du déficit total de crédit pour le continent. L'écart moyen par région peut atteindre près de 70 000 dollars par entreprise. Les femmes chefs d'entreprise du Maroc semblent présenter le déficit de crédit moyen le plus élevé parmi les six pays visités.



Source: IFC Enterprise Finance Gap Database (2016)

L'étude de marché est un solide argument en faveur du programme AFAWA. AFAWA vise à aborder tous les éléments essentiels de l'écosystème de l'entrepreneuriat des femmes en Afrique, avec un accent sur les aspects financiers, pour soutenir leur autonomisation économique, réduire leur vulnérabilité financière, et libérer leur potentiel non utilisé en vue d'une croissance économique durable et équitable en Afrique. Pour une bonne mise en œuvre du programme, il est recommandé que la BAD considère les aspects suivants :

- La vision d'AFAWA est ambitieuse à juste titre. Cependant, il est nécessaire d'affiner davantage la proposition de valeur du programme et la séquence des interventions prévues.



- AFAWA doit traiter les femmes entrepreneurs comme un groupe hétérogène d'acteurs avec de fortes différences de compétences, de niveau d'alphabétisation, d'âge, de taille des entreprises, et par conséquent avec des besoins différents.
- Pour une bonne mise en œuvre du programme, AFAWA devrait adopter une approche « pays par pays », en tirant profit des meilleures pratiques actuelles en termes d'amélioration de l'accès au financement pour les femmes d'affaires.
- Le succès du programme AFAWA ne peut être considéré dans l'isolement étant donné l'ampleur du déficit financier. Le programme AFAWA devrait plutôt être conçu comme un catalyseur pour que les forces du marché prennent la relève une fois démontrée la rigueur du concept.
- Un plan de mise en œuvre détaillé et une stratégie de croissance devraient former partie intégrante du cadre de viabilité financière à long terme du programme, et seront essentiels pour communiquer une vision de partenariat à long terme aux institutions financières participantes.
- Un programme phare de courte durée (un an au plus) devrait être lancé. Cela permettra à la BAD de savoir plus rapidement si l'approche considérée fonctionne ou si elle nécessite des ajustements.